



### **31/03/2018 Communiqué de Presse - Pollution de l'air : stop au statue quo !**

Ce samedi 31 mars, une cinquantaine de **citoyen-ne-s** rassemblé-e-s par le **collectif Respir'action** sont **passés à l'action pour recouvrir 112 statues parisiennes de masques anti-pollution** et **revendiquer le droit à simplement respirer un air sain en Ile-de-France**. Cette action symbolique intervient le jour de la date butoir pour le gouvernement et les collectivités locales de remise de feuilles de route pour la qualité de l'air à la commission européenne, la France ayant été condamnée l'an dernier pour inaction sur le sujet.

Or le compte n'y est pas et les francilien-ne-s présent-e-s entendaient par cette action dénoncer le statu(e) quo qui existe depuis trop longtemps sur la pollution atmosphérique ! En Île-de-France, les dernières études montrent que **7 000 décès seraient évités si la pollution de l'air était quasi éradiquée en Île-de-France**, et les francilien-ne-s gagneraient en moyenne un an d'espérance de vie. Cette pollution mortelle est essentiellement due au secteur des transports, alors même que la moitié des trajets automobiles franciliens font moins de 3 km, et qu'une voiture reste stationnée en moyenne plus de 95 % de son temps.

Quel que soit notre âge, notre activité ou notre lieu de vie, l'air que nous respirons dégrade profondément notre santé, et il est plus que temps d'exiger des résultats et de ne plus se contenter d'objectifs jamais atteints ! En vue de sortir des énergies fossiles comme le diesel et l'essence, nous demandons notamment :

- **un Réseau Express Vélo efficace** qui permettrait à tou-te-s les francilien-ne-s de se mettre en selle au quotidien
- le développement de quartiers apaisés où le **trafic est limité en faveur des piétons et cyclistes**
- une meilleure **régulation des deux roues motorisés** (vitesse, bruit, encombrement)

**Nous en appelons également à la responsabilité de l'Etat pour qu'il mette en place des financements suffisants pour des solutions de transports plus écologiques comme le vélo et les transports en commun.** Toutes les composantes de l'État doivent agir pour un plan de protection de l'air ambitieux en Île-de-France, ce qui est loin d'être le cas quand le préfet de Paris bloque le projet d'apaisement de

l'avenue du Général Leclerc en maintenant cette autoroute urbaine en plein Paris ou quand le département des Hauts de Seine aménage la départementale D920 en gardant une large place pour les automobiles.

Cette action était aussi menée par d'autres collectifs dans une dizaine de zones françaises les plus polluées, qui exigeaient eux aussi une réponse nationale et locale partout à la hauteur de l'état d'urgence sanitaire.

**Respirer (ne doit pas) tue(r) !**

**Contacts presse**

presse@respiration.org

Marion Rivet : 06 45 05 25 66

Sébastien Finet : 06 20 99 05 19



>>>> [TOUTES LES PHOTOS DE L'ACTION ICI](#)

Sources : [Feuille de route 2018 du Réseau Action Climat](#) et [Santé Publique France](#)

[www.respiration.org](http://www.respiration.org)